

ger l'opinion des soldats et des citoyens, et garantir ainsi la République, quelles que fussent d'ailleurs l'amitié, l'estime, l'espèce d'enthousiasme même que Hoche n'eût cessé de témoigner en toute occasion pour Napoléon.

Ces réflexions étaient faites publiquement dans les sociétés de Paris, et ne pouvaient manquer de revenir à Napoléon, qui, au sommet des grandeurs et de la gloire, ne se trouvait donc environné que de précipices. La guerre ne pouvait plus désormais qu'empirer sa situation, surtout en accroissant sa gloire : il en chercha aussitôt une nouvelle dans la paix, qui devait le rendre cher à toute la population, et créer pour lui un nouvel ordre d'événemens ; car c'était désormais le seul qui pût soustraire la République à la situation fâcheuse à laquelle la portait en ce moment la fausse direction de l'esprit public dans l'intérieur.

RETOUR DE RADSTADT.

N. B. Les mots en italique sont au manuscrit des corrections de la propre main de Napoléon.

I. *Retour de Radstadt à Paris.* — Napoléon partit de Radstadt, traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter, et descendit à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantierine. Une délibération de la municipalité de Paris donna, quelques jours après, à cette rue, le nom de rue de la Victoire. Le corps municipal, l'administration du département, les conseils, cherchèrent à l'envi les moyens de lui témoigner la reconnaissance nationale. On proposa au conseil des Anciens de lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel à Paris ; c'eût été tout à fait convenable. Le général de l'armée d'Italie, qui pendant deux ans avait nourri son armée, créé et entretenu son matériel, soldé plusieurs années de solde arriérée, fait passer trente ou quarante millions aux caisses de France, et plusieurs centaines de millions en chefs-d'œuvre des arts, tout aux

affaires *publiques*, avait négligé sa propre fortune. *Il ne possédait pas* cent mille écus en argenterie, bijoux, argent, meubles, etc. Une grande récompense nationale eût donc été tout à fait à sa place; mais le Directoire, sans qu'on sache pourquoi, s' alarma de cette proposition, et ses affidés l'écartèrent, en répandant que les services du général n'étaient point de ceux qu'on récompense avec de l'argent.

Dès son arrivée, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui, mais ils n'y furent point admis. Le public était extrêmement avide de le voir; les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait, étaient pleines de monde, mais il ne se montrait nulle part.

L'Institut venait de le nommer membre de la classe de *mécanique*; ce fut le costume qu'il adopta.

Il ne reçut d'habitude que quelques savans, tels que Monge, Bertholet, Borda, Laplace, Prôny, Lagrange; *peu de généraux, seulement* Kléber, Desaix, Lefebvre, Cafarely-Dufalga, et un petit nombre de députés.

Le Directoire voulut le recevoir en audience publique; on fit des échafau-

dages dans la place du Luxembourg pour cette cérémonie, où il fut conduit et présenté par le ministre des relations extérieures, Talleyrand. La substance de son discours fut que quand la République aurait les meilleures lois organiques, son bonheur et celui de l'Europe seraient assurés. Il évita de parler de Fructidor, des affaires *du temps* et de l'expédition d'Angleterre.

Ce discours simple donna *cependant* beaucoup à penser, et ne put donner prise à aucun ennemi. Le Directoire et le ministre des relations extérieures lui donnèrent deux fêtes, il parut à l'une et à l'autre, *y resta peu* de temps. *Il eut l'air d'être peu sensible à ces fêtes.* Celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand, fut marquée au coin du bon goût; tout Paris y était. Une femme célèbre, déterminée à lutter avec le vainqueur de l'Italie, l'interpella au milieu d'un grand *cercle*, lui demandant qu'elle était à ses yeux la première femme du monde, morte ou vivante? *Celle qui a fait le plus d'enfans*, lui répondit-il.

On courait aux séances de l'Institut pour y voir le général; il n'y manquait jamais. Il n'allait aux spectacles qu'en

loges grillées. Il rejeta bien loin la proposition des administrateurs de l'Opéra, qui voulaient donner une représentation d'apparat. Le maréchal de Saxe, de Lovendal, Dumouriez y avaient triomphé au retour de l'armée.

Lorsqu'au retour d'Egypte, au dix-huit brumaire, il parut aux Tuileries, il était encore inconnu aux habitans de Paris, ce qui redoubla le désir de le voir.

II. *Jalousie du Directoire.* — Le Directoire lui témoignait les plus grands égards; quand il le voulait consulter, il envoyait toujours un des ministres le prendre: il était admis sur-le-champ, prenait séance entre deux des Directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

Les troupes rentrant en France chantaient des chansons en son honneur, le portaient aux nues. Elles disaient qu'il fallait chasser les avocats, et le faire Roi.

Les Directeurs affectaient la franchise jusqu'à lui montrer les rapports secrets que leur en faisait la police; mais ils dissimulaient mal la peine qu'ils éprouvaient de tant de popularité. Le général d'Italie appréciait toute la délicatesse et les embarras de sa situation. Le Gou-

vernement marchait mal, et beaucoup d'espérances se tournaient vers lui. Le Directoire eut d'abord la pensée de le faire retourner à Radstadt, pour s'ôter la responsabilité du congrès; mais le général refusa cette mission, représentant qu'il ne convenait pas que la même main maniât la plume et l'épée. Depuis, le Directoire le nomma commandant de l'armée d'Angleterre, ce qui servit à couvrir, aux yeux de l'ennemi, l'intention et les apprêts de l'expédition d'Egypte.

Les troupes qui composaient cette armée d'Angleterre couvraient la Normandie, la Picardie, la Belgique. Son nouveau général en chef fut inspecter tous ces points; mais il voulut les parcourir incognito: ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus l'ennemi, et masquaient davantage les préparatifs du Midi. Il avait la satisfaction de vérifier partout les sentimens qu'imprimaient sa personne et sa gloire. Il se trouvait partout l'objet de toutes les conversations, de tous les préparatifs. C'est dans ce voyage, en visitant Anvers, qu'il conçut, pour la première fois, les grandes idées maritimes qu'il y fit exécuter depuis. C'est alors encore qu'il

jugé à Saint-Quentin de tous les avantages du canal qu'il a fait construire dans la suite. Enfin, c'est alors qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter avec de simples péniches une entreprise sur l'Angleterre.

III. *Premier incident qui détermine le Directoire à abandonner les principes de politique posés à Campo-Formio.* — Les principes de la politique qui réglaient la République avaient été déterminés à Campo-Formio. Le Directoire y était étranger. D'ailleurs il ne pouvait maîtriser ses passions, chaque incident le dominait. La Suisse en fournit le premier exemple. La France avait constamment à se plaindre du canton de Berne et de l'aristocratie suisse. Tous les agens étrangers qui avaient agité la France avaient toujours eu à Berne leur levier, leur point d'appui. Il s'agissait de profiter de la grande influence que nous venions d'acquérir en Europe, pour détruire la prépondérance de nos ennemis en Suisse. Le général d'Italie approuvait fort le ressentiment du Directoire : il pensait que le moment était venu d'assurer à la France l'influence politique de la Suisse ; mais

il ne croyait pas nécessaire pour cela de bouleverser ce pays. Il fallait, pour se conformer à la politique adoptée, arriver à son but avec le moins de changement possible. Il proposait que notre ambassadeur en Suisse présentât une note appuyée de deux corps d'armée en Savoie et en Franche-Comté, dans laquelle il ferait connaître que la France et l'Italie croyaient nécessaire à leur politique et à leur sûreté, ainsi qu'à la dignité réciproque des trois nations, que le pays de Vaud, l'Argovie et les bailliages italiens devinssent des cantons libres, indépendans, égaux aux autres cantons ; que la France et l'Italie avaient beaucoup à se plaindre de l'aristocratie de certaines familles de Berne, de Soleure, de Fribourg ; mais qu'elles oublieraient tout, si les paysans de ces cantons étaient réintégrés dans leurs droits politiques. *Tous ces changemens se seraient opérés sans efforts et sans l'emploi des armes ;* Mais Rewbell, entraîné par des démagogues de la Suisse, fit adopter un système différent, sans égard aux mœurs, à la religion et aux localités des cantons. On arrêta de soumettre toute la Suisse à une constitution

unique semblable à celle de la France. Les petits cantons s'irritèrent de perdre leur liberté, et toute la Suisse se souleva à l'aspect d'un bouleversement qui forçait tous les intérêts, allumait toutes les passions. On courut aux armes. Il fallut faire entrer nos troupes et conquérir tout le pays. *Du sang fut versé* : l'Europe fut alarmée.

IV. *Second incident*—D'un autre côté, cette misérable cour de Rome, par une suite de vertige qui la caractérisait, aigrie plutôt que corrigée par le traité de Tolentino, continuait dans son système d'aversion et de fautes contre la France, dans l'espoir de comprimer dans son sein les amis de la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse fit fermenter autour d'eux les opinions contraires. Il se mit en querelle avec la république cisalpine. Il eut l'imprudence de mettre le général autrichien Provera à la tête de ses troupes. Il excita son propre parti de toutes les manières. Il y eut tumulte; le jeune *Duphot*, général de la plus belle espérance, qui se trouvait à Rome comme voyageur, fut massacré à la porte de l'ambassadeur de France, cherchant à empêcher le désordre, et

l'ambassadeur français Joseph, frère du général, se retira à Florence.

Napoléon consulté répondit par son adage accoutumé, que ce n'était point à un incident à gouverner la politique, mais bien à la politique à gouverner les incidens; que, quelque tort qu'eût cette inepte cour de Rome, le parti à prendre vis-à-vis d'elle demeurait toujours une fort grande question. Qu'il fallait la corriger, mais non pas la détruire; qu'en renversant le Pape et révolutionnant Rome, on aurait infailliblement la guerre avec Naples, ce qu'il fallait, sur toutes choses, éviter. Qu'il fallait ordonner à notre ambassadeur de retourner à Rome demander un exemple des coupables, exiger qu'une ambassade extraordinaire vînt faire des excuses au Luxembourg; faire sortir Provera, mettre à la tête des affaires les prélats les plus modérés, et forcer le Pape à conclure un concordat avec la République cisalpine, afin que, par toutes ces mesures réunies, Rome tranquille ne pût plus avoir part aux affaires; que ce concordat avec la Cisalpine aurait de plus l'avantage de préparer de loin les esprits en France à une pareille mesure. Mais

La Réveillère, entouré de ses théophilantropes, fit décider qu'on marcherait contre le Pape. Le temps était venu, disait-il, de faire disparaître cette idole. Le mot d'ailleurs de république romaine suffisait pour transporter toutes les imaginations ardentes de la révolution. Le général français avait été trop circonspect, dans le temps; et si on avait des querelles aujourd'hui avec le Pape, c'était uniquement sa faute; mais peut-être avait-il ses vues particulières. En effet, ses formes civiles, ses ménagemens vis-à-vis du Pape, sa généreuse compassion pour des prêtres déportés, avaient, dans le temps, fortement frappé les esprits en France.

Quant à la crainte que la révolution de Rome n'entraînât la guerre avec Naples, on la traita de subtilité. Nous avions nous-mêmes un parti nombreux à Naples, et nous ne devons rien craindre d'une puissance du troisième ordre. Berthier reçut donc l'ordre d'aller avec une armée saisir Rome et y établir la république romaine; ce qui fut exécuté. On établit à Rome trois consuls pour exercer le pouvoir; un sénat et un tribunal composèrent la législature. Qua-

torze cardinaux se rendirent à la basilique de Saint-Pierre, et chantèrent un Te Deum en commémoration du rétablissement de la république romaine, qui n'était rien moins que l'abolition de l'autorité temporelle du Pape. Mais le peuple, enivré un moment de l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé. Cependant la main qui avait jusque là retenu les officiers et les administrations de l'armée n'y était plus: on se livra dans Rome aux dernières dilapidations; on gaspilla tout le mobilier du Vatican; on saisit partout les tableaux et les objets rares. On indisposa tellement le pays, que le pays à son tour vint à bout d'indisposer l'armée: elle se souleva contre des généraux qu'elle accusait. Ce mouvement séditieux des soldats fut du plus grand danger; on eut beaucoup de peine à les contenir. On croit avec raison qu'ils furent excités par des agens Napolitains, Anglais, Autrichiens.

V. *Troisième incident.* — Bernadotte avait été nommé ambassadeur à Vienne. Ce choix *ne fut pas bon*: un général ne pouvait être agréable à une nation si constamment battue: il aurait fallu en-

voyer un personnage de l'ordre civil : mais le Directoire avait peu de ceux-ci à sa disposition ; ou ils étaient trop obscurs , ou il les avaient éloignés. Quoi qu'il en soit , Bernadotte , alors d'un caractère fort exalté , fit des fautes graves dans son ambassade. Un jour , sans qu'on en puisse deviner le motif , il fit arborer le pavillon tricolore au haut de sa maison. On pense qu'il y fut insidieusement poussé par des agens qui voulaient compromettre l'Autriche. En effet , la populace , à l'instigation des mêmes agens , se trouva tout-à-coup insurgée : elle arracha le drapeau et insulta Bernadotte.

Le Directoire , dans sa fureur , manda le *général d'Italie* pour s'appuyer de son influence dans l'opinion , et lui donna lecture d'un message aux Conseils , qui déclarait la guerre à l'Autriche , et d'un décret qui lui donnait à lui-même le commandement de l'armée d'Allemagne. Il ne partagea pas l'opinion du Directoire. Si vous vouliez la guerre , il fallait vous y préparer indépendamment de l'événement de Bernadotte ; il fallait ne pas engager vos troupes en Suisse , dans l'Italie méridionale , sur les bords de l'Océan ; *il fallait ne pas proclamer le pro-*

jet de réduire l'armée à cent mille hommes , projet qui n'est pas encore exécuté , il est vrai , mais qui est connu , et décourage l'armée. Ces mesures indiquent que vous aviez compté sur la paix. Bernadotte a matériellement tort : en déclarant la guerre , c'est le jeu de l'Angleterre que vous jouez. Ce n'est pas connaître la politique du cabinet de Vienne que de croire que s'il eût voulu la guerre , il vous eût insulté. Il vous aurait caressé , endormi , pendant qu'il ferait marcher ses troupes. Vous n'auriez connu ses véritables intentions que par son premier coup de canon. Soyez sûrs que l'Autriche vous donnera toute satisfaction. Ce n'est point avoir un système politique , *que d'être entraîné ainsi par tous les événemens.* La force de la vérité calma le Gouvernement. L'Autriche donna des satisfactions ; les conférences de Seltz eurent lieu ; mais cet incident retarda l'expédition d'Egypte de quinze jours.

VI. *Retard de l'expédition d'Egypte.*
—Napoléon commença à craindre qu'au milieu des orages que l'impérite du Gouvernement et la nature des choses accumulaient autour de nous , cette en-

treprise ne fût funeste aux vrais intérêts de la patrie ; il témoigna sa pensée au Directoire : L'Europe, disait-il, n'était rien moins que tranquille. Le congrès de Radstadt ne se terminait pas ; on était obligé de garder des troupes dans l'intérieur, pour s'assurer des élections et comprimer les départemens de l'Ouest. Il proposait de contremander l'expédition, d'attendre des circonstances plus favorables.

Le Directoire, alarmé, soupçonnant qu'il avait le projet d'aspirer à la direction des affaires, n'en fut que plus ardent à presser l'expédition, d'autant plus qu'il ne sentait pas toutes les conséquences des changemens qu'il avait faits dans le système public. Selon lui, l'événement de la Suisse, loin de nous affaiblir, nous donnait d'excellentes positions et les troupes helvétiques pour auxiliaires. L'affaire de Rome était terminée, puisque le pontife était déjà à Florence, et la république romaine proclamée ; et celle de Bernadotte ne devait plus avoir de suites, car l'Empereur avait offert des réparations. Le moment était donc plus favorable que jamais d'attaquer l'Angleterre, ainsi qu'on l'a-

avait médité en Irlande et en Egypte. Il offrit alors de laisser au moins Kléber ou Desaix, qui brûlaient d'être de l'expédition. Leur grand caractère et leurs talens supérieurs pouvaient au besoin être en France d'une grande utilité ; mais on refusa Kléber, que Rewbell détestait, et Desaix qu'on n'appréciait pas. La République, répondit-on, n'en était pas à ces deux généraux près : il s'en trouverait une foule pour faire triompher la patrie, si jamais elle était en danger.

VII. *L'intérieur de la République est menacé d'une crise. — Le Directoire était sur un abîme, mais il ne le croyait pas.* Les affaires allaient mal aussi dans l'intérieur. Le Directoire avait abusé de sa victoire de Fructidor. Il avait eu le tort de ne pas rallier à la République tout ce qui n'ayant pas fait partie de la faction de l'étranger, n'avait été que séduit ou égaré. Il était privé par là de l'assistance et des talens d'un grand nombre d'individus qui, par ressentiment, se jetaient dans le parti opposé à la République, bien que leurs intérêts et leurs opinions les portassent naturellement vers ce gouvernement. Il se

trouvait contraint d'employer des hommes sans moralités. De là le mécontentement de l'opinion publique, et la nécessité de maintenir un grand nombre de troupes au-dedans, pour s'assurer des élections et contenir la Vendée.

Il était facile de prévoir que les nouvelles élections amèneraient une crise, que le nouveau tiers de législateurs serait composé d'hommes exagérés qui accroîtraient la source des maux qui pesaient sur la patrie. Le Directoire n'avait aucune politique intérieure; il marchait au jour le jour, entraîné par le caractère individuel des Directeurs, ou par la nature vicieuse d'un gouvernement de cinq personnes. Il ne prévoyait rien et n'apercevait de difficulté que quand il était matériellement arrêté. Quand on leur disait : Comment ferez-vous aux élections prochaines? — Nous y pourvoirons par une loi, répondit La Réveillère. La suite a fait voir de quelle nature était la loi méditée par le Directoire. *Quand on leur disait : Pourquoi ne relevez-vous pas tous les amis de la république qui n'ont été que menés et trompés en Fructidor par le parti de l'étranger? Pourquoi ne pas rappeler*

Carnot, Portalis, Dumolard, Barbé-Marbois, etc., etc., afin de faire un faisceau contre le parti de l'étranger et les exagérés? Mais les Directeurs attachaient peu de prix à ces observations : ils se croyaient populaires et assis sur un terrain solide et ferme. Un parti composé des députés ayant influence dans les deux Conseils, des Fructidoriens patriotes qui cherchaient un protecteur, des généraux les plus influens et les plus éclairés, pressèrent long-temps le général d'Italie de faire un mouvement et de se mettre à la tête de la République; il s'y refusa : il n'était pas encore assez fort pour marcher tout seul. Il avait sur l'art de gouverner, et sur ce qu'il fallait à une grande nation, des idées si différentes des hommes de la révolution et des assemblées, que, ne pouvant agir seul, il craignait de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte, mais résolu de reparaitre si les circonstances venaient à rendre sa personne nécessaire ou utile.

VIII. *Cérémonie du vingt et un janvier.* — Talleyrand, ministre des relations extérieures, était l'homme du Directoire. Il était évêque d'Autun lors de

la révolution; il fut un des trois évêques qui prêtèrent serment à la constitution civile du clergé, et qui sacrèrent les évêques constitutionnels; ce fut lui qui dit la messe à la fameuse fédération de 1790. Député à l'Assemblée constituante, il y fit plusieurs rapports sur les biens du clergé. Sous la législative, il fut envoyé à Londres pour traiter avec le Gouvernement anglais. Mais quand la révolution eut pris une pente plus rapide et plus acerbe, *il devint suspect*, et fut contraint de se réfugier en Amérique.

Après le treize Vendémiaire, la Convention raya l'ancien évêque d'Autun de la liste des émigrés; il reparut alors en France, et y fut très-protégé par la coterie de M^{me} de Staël. Il était discret, souple, insinuant, et gagna la faveur des Directeurs Barras, Merlin, Rewbell, et même de La Réveillère Lepaux, auxquels il faisait la cour, comme il la faisait jadis à Versailles. Il devint ministre des affaires étrangères, ce qui le mit en correspondance avec le négociateur de Campo-Formio. Talleyrand s'attacha, dès cet instant, à plaire *au général* et à s'insinuer dans son

esprit; c'est lui que le Directoire employait constamment auprès *du général d'Italie*. A l'approche du vingt et un janvier, où le Gouvernement célébrait l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI, ce fut un grand objet de discussion entre les Directeurs et les ministres de savoir si Napoléon devait aller à la cérémonie ou non. On craignait d'un côté que s'il n'y allait pas, cela ne dépopularisât la fête; de l'autre, que s'il y allait, on oubliât le Directoire, pour s'occuper de lui. Néanmoins on conclut qu'il devait y aller. Talleyrand, comme de coutume, se chargea de la négociation; *le général* s'en excusa, disant qu'il n'avait pas de fonctions publiques, qu'il n'avait personnellement rien à faire à cette cérémonie, qui, par sa nature, plaisait à fort peu de monde. Il ajoutait que cette fête était des plus impolitiques; que l'événement qu'elle rappelait était une catastrophe, un vrai malheur national; qu'il comprenait très-bien qu'on célébrât le quatorze juillet, parce que c'était une époque où le peuple avait conquis ses droits: mais que le peuple aurait pu conquérir ses droits, établir même une république, sans se

souiller du supplice d'un prince déclaré inviolable et non responsable par la constitution même. Qu'il ne prétendait pas discuter si cela avait été utile ou inutile, mais qu'il soutenait que c'était un incident malheureux. Qu'on célébraît des fêtes nationales pour des victoires, mais qu'on pleurait sur les victimes restées sur le champ de bataille. Qu'il était assez simple d'ailleurs que lui, Talleyrand, étant ministre, dût y paraître; mais qu'un simple particulier n'avait rien à y faire. Que cette politique de célébrer la mort d'un homme ne pouvait jamais être l'acte d'un gouvernement; mais seulement celui d'une faction, comme qui dirait d'un club de Jacobins. Qu'il ne concevait pas comment le Directoire, qui avait proscrit les jacobins et les anarchistes, qui aujourd'hui traitait avec tant de princes, ne sentît pas qu'une telle cérémonie faisait à la République beaucoup plus d'ennemis que d'amis, éloignait au lieu de rapprocher, aigrissait au lieu d'adoucir, ébranlait au lieu de raffermir, était indigne enfin du gouvernement d'une grande nation. Talleyrand mettait en jeu tous ses moyens; il essayait de prouver que c'était juste

parce que c'était politique, et que c'était politique, disait-il, car tous les pays et toutes les républiques avaient célébré, comme un triomphe, la chute du pouvoir absolu et le meurtre des tyrans. Ainsi Athènes avait toujours célébré la mort de Pisistrate, et Rome la chute des décemvirs. Il ajoutait que, d'ailleurs, c'était une loi qui régissait le pays, et que dès lors chacun lui devait soumission et obéissance; il concluait enfin que l'influence du général sur l'opinion était telle, qu'il devait y paraître, ou qu'autrement son absence pourrait blesser les intérêts de la chose publique. Après plusieurs pourparlers on trouva un *mezzo* terminé: l'Institut se rendait à cette fête; il fut convenu que le membre de l'Institut suivrait sa classe qui remplissait un devoir de corps. Cette affaire, ainsi ménagée par Talleyrand, fut très-agréable au Directoire.

Cependant, quand l'Institut entra dans l'enceinte * où se célébraît cette

* Dans la première édition il est dit à *Saint-Sulpice*. On m'a démontré qu'il y avait erreur matérielle. Napoléon se sera trompé de nom, ce qui lui arrivait quelquefois. Peut-être trou-